



Administration communale

d'Ell

L-8530
G.-D. de Luxembourg

Règlements communaux de police
Circulaire du Ministère de l'Intérieur
No 2349

No 12

Règlement sur les cimetières

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

LUXEMBOURG, le 5 mars 1981.
19, rue Beumont

Référence : No 332/81/CR.
(Prière de rappeler ce numéro dans la réponse)

Annexes :

A Monsieur le Commissaire de district,
à
D i e k i r c h.
=====


Objet: Règlement sur les cimetières édicté par le conseil
communal d'Ell en séance du 20 décembre 1980.
Votre avis du 27 février 1981, no 32/80.

Monsieur le Commissaire,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai transmis le
règlement sous rubrique à Monsieur le Ministre de la Justice
et au Service Central de Législation de l'Etat aux fins visées
par l'article 4 de l'arrêté royal grand-ducal du 22 octobre
1842 réglant le mode de publication des lois.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire, l'expression
de ma parfaite considération.


Pour le Ministre de l'Intérieur,
Le Premier Conseiller de Gouvernement,



No 32/80

Transmis en ~~copie~~
à Monsieur le Bourgmestre de la commune
de ELL à titre
d'information.

Diekirch, le 10 mars 1981
Le Commissaire de district.



Référence : No 332/80/CR.
(Prière de rappeler ce numéro dans la réponse)

Annexes :

Objet: Projet de règlement sur les cimetières de la commune
d'Ell.

Retourné à Monsieur le Commissaire de district à Diekirch
avec l'information qu'à l'article 11 il doit s'agir des sépultures
non concessionnées.

Le préambule est à compléter par la mention de la date
de l'avis du médecin-inspecteur du 7 juillet 1980 et le projet
de règlement ainsi complété fera l'objet d'une nouvelle délibération
du conseil communal dont le règlement définitif portera
la date.

Le règlement ainsi complété me parviendra en 7 exemplaires,
munis du certificat de publication.

Luxembourg, le 1er août 1980.

Pour le Ministre de l'Intérieur,
Le Conseiller de Gouvernement,

Nº 32/80.-

Retourné à Monsieur le bourgmestre de la
commune d'Ell en me référant aux avis des autorités
consultées et avec prière de faire voter le
texte définitif par le conseil communal.

Vous voudrez me faire tenir ensuite 7 expéditions du règlement, munies du certificat de
publication et y joindre la présente correspondance.

Diekirch, le 7 août 1980.
Le Commissaire de district.



Grand-Duché de Luxembourg
Großherzogtum Luxemburg

Extrait du registre aux délibérations Auszug aus dem Verwaltungsregister

du Conseil communal de E 1 1
des Gemeinderates von

Séance ^{publique}_{secrète} du 20 décembre 1980

Commune de Ell
Gemeinde

Date de l'annonce publique de la séance: 15 décembre 1980
Date de la convocation des conseillers:

Présents M. M. Roder, Nothum, Dondelinger,
Hemmer, Schaus, Crochet

Point de l'ordre du jour:

No 2

Absents: a) excusé Barthel
b) sans motif

OBJET:

Le Conseil Communal,

Gegenstand:

Der Gemeinderat,

Règlement sur les cimetières de la commune de Ell.

- Vu le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités;
Vu le décret des 16 - 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire;
Vu l'article 36 de la loi du 24 février 1843 sur l'organisation des communes et des districts;
Vu les articles 1 et 5 de la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique;
Vu l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres;
Vu la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police locale, modifiée par les lois du 25 juillet 1947 et du 19 novembre 1975 portant augmentation du taux des amendes à prononcer par les tribunaux répressifs;
Vu la loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles;
Vu l'avis du médecin-inspecteur du 7 juillet 1980, No 6/22/80/JS/MM;

à l'unanimité des voix

a r r ê t e :

CHAPITRE I. DISPOSITIONS GENERALES.

Art. 1.- Les cimetières de la commune sont destinés à l'inhumation:

- 1.- des personnes décédées dans cette commune;
- 2.- des personnes qui, ayant leur domicile ou leur résidence dans cette commune, sont décédées hors du territoire de la commune;
- 3.- des personnes qui ont droit à être inhumées dans une concession;

Art. 2.- Aucune inhumation d'un corps humain ou des cendres provenant de l'incinération d'un corps humain ne peut avoir lieu sans une autorisation écrite de l'officier de l'état civil.

Pour les personnes décédées sur le territoire de la commune, cette autorisation est délivrée sur le vu d'une attestation médicale constatant le décès,

Pour les corps venant d'une autre commune, l'autorisation est établie sur le vu du permis de transport délivré par cette commune. En cas de décès à l'étranger, l'autorisation est délivrée sur la base des renseignements officiels qui sont fournis à l'officier de l'état civil et que celui-ci a jugé suffisants.

Pour les personnes décédées sur le territoire de la commune et dont l'enterrement devra se faire dans une autre commune du pays, un permis de transport sera établi par l'officier de l'état civil sur le vu du certificat médical visé par l'article 9 de l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres.

Art.3.- Dans les 24 heures du décès, la déclaration en sera faite dans les bureaux de l'état civil, conformément aux dispositions des articles 78 à 85 du Code Civil. En même temps, les déclarants régleront avec l'officier de l'état civil les questions relatives au transport et à l'inhumation du corps.

Art.4.- Les enterrements devront avoir lieu entre la 24^e et 72^e heure après le décès.

Les dépouilles mortelles des personnes devant être enterrées hors du territoire de la commune doivent être enlevées avant la 72^e heure.

Passé le terme de 72 heures, il sera procédé d'office à l'enterrement sur un cimetière communal.

Les délais d'inhumation fixés par l'article 77 du code civil et par le présent règlement pourront être abrogés par le bourgmestre dans les cas prévus par la loi ou les règlements de police.

Le délai d'inhumation pourra être prorogé par le bourgmestre au-delà de 72 heures sur le vu d'un certificat délivré par le médecin-inspecteur de la circonscription sanitaire et constatant que des motifs de salubrité publique ne s'y opposent pas.

Les règles qui précèdent sont également applicables aux dépouilles devant être incinérées, en ce sens que ces dernières doivent être enlevées en vue de leur incinération avant la 72^e heure, faute de quoi il est procédé d'office à l'enterrement sur un cimetière communal.

CHAPITRE II. DES CONCESSIONS.

Art.5.- Des concessions de terrain peuvent être accordées au cimetière. Toute sépulture dépassant 2m² doit être pourvue d'une concession.

Art.6.- Une concession peut être accordée pour l'inhumation des personnes dont le dernier domicile se trouvait sur le territoire de la commune, alors même qu'elles seraient décédées en dehors dudit territoire.

Le collège des bourgmestre et échevins déterminera l'emplacement de chaque concession.

Art.7.- L'administration communale ne prend aucun engagement en ce qui concerne l'état du sous-sol des surfaces concédées.

Art.8.- Les concessions sont accordées par le conseil communal sur proposition du collège des bourgmestre et échevins pour la fondation de sépultures privées.

Ces concessions n'attribuent pas de droit réel de propriété aux concessionnaires, mais établissent simplement à leur profit et à celui de leur famille un droit de jouissance avec affectation spéciale. Les concessionnaires ou leurs ayants cause ne pourront détourner le terrain concédé de son affectation, le donner à bail ou l'aliéner.

Art.9.- Il y a deux sortes de concessions:

- a) les concessions temporaires d'une durée de 15 ans;
- b) les concessions temporaires d'une durée de 30 ans;

Les concessions temporaires sont renouvelables.

Les concessions perpétuelles accordées en vertu du décret impérial du 23 prairial an XII restent valables sans redevance nouvelle, à condition d'être maintenues dans les formes prescrites par l'article 11 de la loi du 1er août 1972 portant réglementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles.

Art.10.- Un règlement-taxe à prendre par délibération séparée fixera le montant de la taxe communale de concession.

Art.11.- Après un délai de cinq ans l'administration communale peut disposer de toute sépulture non concessionnée.

Art.12.- Peuvent être inhumés dans une sépulture concédée:

- a) le concessionnaire et son conjoint;
- b) ses descendants et ascendants avec leurs conjoints respectifs, ainsi que ses enfants adoptifs avec leurs conjoints;
- c) avec l'accord du concessionnaire, les personnes auxquelles l'attachent des liens de parenté, d'affection et de reconnaissance.

Art.13.- A l'expiration d'une concession temporaire, le bénéficiaire pourra en obtenir une nouvelle à la condition de faire connaître son intention dans l'année qui suit l'expiration. Dans le cas où le renouvellement n'aura pas lieu dans ce délai et après dû avertissement, l'administration communale se réserve expressément le droit de disposer des terrains concédés. Le dit avertissement pourra se faire soit par lettre individuelle, soit par voie d'affichage annoncé par la presse.

Art.14.- Lorsque pour cause de transformation, d'agrandissement ou de transfert d'un cimetière, le terrain concédé ne pourra pas conserver sa destination, le concessionnaire n'aura droit qu'à un terrain de même étendue dans un autre endroit du même cimetière ou dans le nouveau cimetière. Dans ce cas, l'administration communale prendra à sa charge les frais d'exhumation et de réinhumation.

Art. 15.- Lorsqu'il a été constaté qu'un concessionnaire a acquis une concession à la suite de fausses déclarations, cette concession sera annulée d'office dans les registres de la commune.

Art.16.- Lorsque l'administration communale reprend le droit de disposer d'un emplacement concédé ou non, elle avertira les intéressés qu'ils auront à enlever les signes funéraires dans un délai d'une année à partir de la notification de cet avertissement.

A défaut d'enlèvement à l'expiration de ce délai, et sauf prorogation par le collège des bourgmestre et échevins, la commune devient propriétaire de ces monuments.

La notification de l'avertissement se fait par lettre individuelle recommandée à la poste.

Les constructions souterraines ne pourront être démolies, ni enlevées par les particuliers.

Art.17.- Le concessionnaire pourra clore le terrain concédé et faire, en dessus comme en dessous, telle construction funéraire que bon lui semblera à condition de s'en tenir pour ces ouvrages aux dispositions, ainsi qu'aux lois, règlements et arrêtés concernant la matière.

Seul le titulaire d'une concession peut faire construire un caveau ou faire ériger un monument ou une bordure sur sa tombe.

Le fait qu'une personne autre que le titulaire y aurait fait construire un caveau ou ériger un monument, ne fait naître aucun droit de ce chef.

Art.18.- Le concessionnaire est tenu de conserver au terrain concédé son affectation et de la maintenir en bon état d'entretien.

Si le concessionnaire ne remplit pas ces conditions, l'annulation du contrat de concession pourra être demandée en justice.

Art.19.- Lorsque les tombes concédées se trouvent en état d'abandon faute d'avoir été entretenues pendant une période de trois ans, la commune en fera dresser procès-verbal.

Ce procès-verbal sera notifié par lettre individuelle au concessionnaire ou, s'il y a plusieurs concessionnaires, à l'un d'eux. Si le concessionnaire n'a ni domicile, ni résidence connus et en cas de pluralité de concessionnaires, le procès-verbal sera publié par voie d'affichage annoncé par la presse.

Si dans les trois mois de la notification ou publication aucune contestation n'est élevée contre le procès-verbal, l'administration communale peut disposer à nouveau du terrain concédé.

Toutefois, elle n'usera de ce droit que cinq ans après la dernière inhumation en cas de concession temporaire.

Art.20.- Toutes les concessions sont inscrites sur un registre spécial.

En cas de transfert d'une concession, une transcription peut se faire pour des concessions trentenaires.

Art.21.- En cas d'ouverture d'une succession, la concession de la sépulture ne pourra être transcrite au nom de l'héritier qu'à condition que celui-ci prouve, par la production d'un acte de notoriété, être le seul ayant droit, ou, dans l'hypothèse d'une pluralité d'ayants droit, que ceux-ci consentent expressément et par écrit à cette transcription.

En cas de succession testamentaire, la concession pourra être transcrite au nom du légataire universel ou à titre universel au cas où il n'existe plus de parents pouvant prétendre à un droit sur la concession familiale.

Art.22.- Les cercueils doivent être de construction solide et garantir une étanchéité parfaite.

Les dimensions maxima sont fixées comme suit:

- longueur: 2 mètres,
- largeur: 0,80 mètre,
- hauteur: 0,65 mètre.

Le fond du cercueil doit être recouvert d'une couche de sciure de bois ou de tourbe réduite en poudre. Cette couche aura une épaisseur de 0,05 mètre.

A l'intérieur des cercueils, les corps ne peuvent être contenus dans une enveloppe en matière plastique ou autre qui serait de nature à ralentir le processus de la décomposition.

L'inhumation de cercueils métalliques ou en fibre de verre ne peut avoir lieu que dans des caveaux. Les cercueils métalliques et en fibre de verre sont à percer en plusieurs endroits pour faciliter le procédé de la décomposition.

Lors de l'ouverture de la tombe, les débris des vieux cercueils seront détruits par les soins de la commune. Toutefois les ossements restent inhumés.

Art.23.- Les tombes ne pourront être ouvertes que par le fossoyeur communal. Les inhumations ne pourront avoir lieu après 17 heures pendant la belle saison et après 16 heures pendant la mauvaise saison.

Art.24.- Les fosses ne peuvent être creusées que dans les terrains où, depuis cinq ans au moins, il n'y a pas eu d'inhumation. Elles auront au moins 1,50 mètre de profondeur et 2 mètres de longueur sur 0,80 mètre de largeur pour les personnes âgées de deux ans et plus. Pour les enfants au-dessous de cet âge, il suffira que les tombes aient une profondeur de 1,20 mètre, une longueur de 1 mètre et une largeur de 0,50 mètre. Chaque fosse ne peut recevoir qu'un seul cercueil.

Les corps seront enterrés, sans distinction, d'après l'ordre dans lequel ils seront présentés. Cette règle ne concerne pas les inhumations dans les tombes concessionnées.

Art. 25.- Les caveaux peuvent avoir autant d'étages que la nature du sous-sol le permet. Les dimensions intérieures des compartiments seront de 2,10 mètres de longueur, de 0,90 mètre de largeur et de hauteur. Les murs extérieurs des caveaux sont à exécuter en briques et auront une épaisseur de 0,25 mètre, tandis que les parois intérieures ne peuvent avoir que 0,12 mètre d'épaisseur. Les étages sont séparés horizontalement par des dalles en béton armé de 0,88 x 0,30 x 0,05 mètre.

Les caveaux ne doivent dépasser en aucun point le niveau du sol.

Un délai de cinq ans est à observer entre les inhumations dans un même compartiment.

Art. 26.- Les tombes seront distantes les unes des autres de 0,30 mètre au moins.

Art. 27.- Tous les cercueils doivent être descendus perpendiculairement dans les fosses et caveaux. L'ouverture des chemins et allées, effectuée afin d'introduire les cercueils horizontalement, est défendue.

Art. 28.- Les taxes d'inhumation sont fixées par le règlement-taxe.

CHAPITRE IV. DE L'INHUMATION DES EMBRYONS ET PARTIES DE CORPS:

Art. 29.- Avec l'accord de l'autorité communale, les embryons n'ayant pas atteint six mois de vie intra-utérine, peuvent être ensevelis sans déclaration préalable à l'officier de l'état civil. Les embryons doivent être contenus dans des cercueils ou des caisses en bois étanches et d'apparence décente.

La date et l'endroit de l'enterrement, ainsi que le nom de la personne qui a demandé l'ensevelissement seront inscrits sur un registre spécial.

Les membres amputés peuvent également être enterrés aux cimetières de la commune avec l'accord et suivant les instructions de l'autorité communale et à condition d'être contenus dans des boîtes en bois étanches.

Art. 30.- Les taxes auxquelles l'inhumation d'embryons ou de parties de corps sera sujette, sont fixées par le règlement-taxe.

CHAPITRE V. DES EXHUMATIONS.

Art. 31.- Les exhumations, à moins d'être ordonnées par mesure judiciaire ou administrative, ne pourront se faire qu'en vertu d'une autorisation spéciale du bourgmestre, après avoir entendu le médecin-inspecteur en son avis conformément aux articles 11 et 12 de l'arrêté grand-ducal du 14 février 1913 réglant le transport des cadavres et à l'art. 1er de la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisation de la police locale.

Art. 32.- Le transport d'un cimetière à un autre de restes mortels exhumés est subordonné à la production du permis prévu par l'article 12 de l'arrêté grand-ducal précité du 14 février 1913.

Art. 33.- L'administration communale fixera le jour et l'heure de l'exhumation et prescrira les mesures qu'exigeront la décence et la salubrité publique.

Si au moment de l'exhumation le cercueil est en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert. Si le cercueil est détérioré, la dépouille mortelle est placée, suivant son état de décomposition, dans un autre cercueil ou dans une boîte à ossements.

Art. 34.- Les taxes d'exhumation sont fixées par le règlement-taxe.

CHAPITRE VI. DES FOSSOYEURS.

Art. 35.- Le service des enterrements se fait dans chaque cimetière par un fossoyeur au service de la commune.

Le fossoyeur doit recevoir les cortèges funèbres à la porte du cimetière. Pendant l'enterrement, il est obligé de porter l'uniforme prescrit par le collège des bourgmestre et échevins.

Art. 36.- Le fossoyeur est placé sous les ordres de l'autorité communale.

Il tiendra un registre dans lequel il inscrira jour par jour, toutes les inhumations et exhumations en indiquant les noms, prénoms et âge du défunt, ainsi que la situation précise de la tombe. Le registre doit être produit à toute réquisition de l'administration communale.

Art. 37.- Le fossoyeur est chargé d'ouvrir les tombes en temps utile pour permettre les inhumations et les exhumations.

La fermeture devra s'effectuer immédiatement après la descente du cercueil. Il est toutefois interdit de combler les fosses ouvertes avant le départ de l'assistance.

Le fossoyeur veillera à ce que la terre servant à remplir les fosses ne contienne ni déchets ni grosses pierres pouvant détériorer les cercueils.

Il prendra tous les soins pour que la descente des cercueils se fasse avec décence et il veillera à ce que les tombes voisines, les constructions et plantations ne soient pas endommagées. Il portera immédiatement à la connaissance de l'autorité communale tous les dégâts constatés.

Art. 38.- Le fossoyeur est tenu d'entretenir en état de propreté les cimetières et leurs abords et dépendances, de sarcler et de nettoyer les allées principales et latérales, ainsi que les chemins entre les tombes.

Art. 39.- Il est interdit au fossoyeur de se livrer aux cimetières à des activités non prévues par le présent chapitre du règlement, sauf autorisation de l'autorité communale.

CHAPITRE VII. DES MESURES DE POLICE GENERALE.

Art. 40.- Les heures d'ouverture et de fermeture des cimetières sont fixées par le collège des bourgmestre et échevins.

Art. 41.- Il est interdit d'escalader ou de franchir les murs ou autres clôtures des cimetières ou des sépultures.

Art. 42.- L'entrée des cimetières est interdite à toute personne en état d'ivresse, aux enfants au-dessous de 12 ans non accompagnés d'adultes, ainsi qu'aux personnes accompagnées de chiens ou d'autres animaux domestiques.

L'accès des cimetières est également interdit aux personnes conduisant un vélo ou tout autre véhicule privé, sauf autorisation spéciale.

Art. 43.- Les personnes visitant les cimetières doivent s'y conduire décemment. Il leur est interdit d'y fumer, de monter sur les tombes, de fouler les terrains destinés aux sépultures, de déposer des déchets aux endroits autres que ceux aménagés à cette fin, d'y colporter, étaler ou vendre des objets quelconques, de s'y livrer à aucun jeu et, en général, d'y commettre aucune action contraire à la décence et au respect dû aux morts.

Art. 44.- La commune n'est pas responsable des vols commis au préjudice des particuliers. Ceux-ci éviteront de déposer sur les tombes aucun objet qui puisse tenter la cupidité.

CHAPITRE VIII. DES MESURES D'ORDRE CONCERNANT LES MONUMENTS, PIERRES OU SIGNES FUNERAIRES, INSCRIPTIONS ET PLANTATIONS.

Art. 45.- Toute personne a le droit de placer sur la tombe de son parent ou de son ami une pierre sépulcrale ou un autre signe indicatif de sépulture.

Art. 46.- L'aménagement et les dimensions des pierres tumulaires, la configuration et l'importance des bâtisses en pierres assemblées, telles que chapelles ou monuments, doivent être conformes aux règles relatives à l'hygiène, à la sécurité et à l'ordre public.

L'administration communale a le droit de prescrire les mesures de détail concernant l'observation de cette disposition et le bourgmestre en assurera l'exécution.

Art. 47.- Les monuments funéraires et les plantations ne doivent en aucun point dépasser les dimensions des terrains concédés ou des tombes; hauteur maxima des monuments 1,70 m.

Art. 48.- La pose de dalles et de marches empiétant sur les allées et chemins est interdite.

Art. 49.- La pose et la réparation des pierres ou monuments seront effectuées par le soin des familles, l'autorité communale dûment informée au moins sept jours à l'avance.

Art. 50.- Les concessionnaires sont obligés d'entretenir leurs tombes et monuments dans un état convenable et digne du lieu.

Art. 51.- Le procès-verbal du préposé de l'administration communale constatant qu'une pierre tumulaire ou tout autre monument menace ruine ou est complètement dégradé, sera notifié par lettre individuelle au concessionnaire, ou, s'il y a plusieurs concessionnaires, à l'un d'entre eux. Si le concessionnaire n'a ni domicile, ni résidence connus et en cas de pluralité de concessionnaires, le procès-verbal sera publié par voie d'affichage annoncé par la presse.

Ce procès-verbal contiendra la sommation de réparer ou d'enlever ces pierres ou monuments dans le délai de trois mois.

Faute par les intéressés de se conformer à cet avertissement, de même qu'en cas d'urgence, il sera procédé d'office sur l'ordre du bourgmestre, à la démolition ou à l'enlèvement des objets détériorés.

Art. 52.- Aucune épitaphe, ni aucun emblème de quelque nature que ce soit, autre que nom, prénom, profession, date de naissance et de décès ne seront exécutés à neuf ni modifiés sur les monuments funéraires sans une autorisation de l'autorité communale.

Art. 53.- Toutes les plantations doivent être faites dans les limites de l'emplacement affecté aux sépultures. En aucun cas, elles ne pourront empiéter sur les tombes voisines et les chemins par suite de la croissance des arbustes. Elles doivent toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance ou le passage. Celles qui seront reconnues nuisibles ou mal entretenues, seront élaguées ou abattues d'office par l'administration communale après avertissement préalable des propriétaires intéressés.

Des plantations à haute tige sur les tombes sont interdites. Néanmoins, le collège des bourgmestre et échevins pourra autoriser des plantations qui ne prennent pas de développement trop important, tels que bouleaux-pleureurs et rosiers.

CHAPITRE IX. DES TRAVAUX.

Art. 54.- L'entrepreneur qui effectue un travail quelconque soit à un monument funéraire, soit pour la construction d'un caveau, devra, avant de commencer les travaux, en faire la déclaration auprès de l'administration communale qui doit être également informée de la fin des travaux.

Art. 55.- Les pierres tumulaires et les matériaux servant aux constructions seront apprêtés en dehors du cimetière. Toutefois, l'administration communale peut aménager des emplacements spéciaux servant à l'entreposage et à la préparation des matériaux de construction.

Les matériaux non employés seront immédiatement enlevés par ceux qui ont fait les constructions, ou, à leurs frais, par les soins de l'administration communale. Les terres provenant des fouilles seront enlevées immédiatement.

Après chaque journée de travail, l'entrepreneur devra nettoyer les alentours de la concession. Il veillera à ne pas endommager ni salir les sépultures voisines et les allées du cimetière.

CHAPITRE X. DES PENALITES.

Art. 56.- Les infractions aux articles 2,3,4,27, 41, 42, 43, 47, 48, 49, 52, 53 du présent règlement, en tant que les lois et règlements généraux n'ont point déterminé des peines plus fortes, seront punies d'un emprisonnement de un à sept jours et d'une amende de 250 à 2500 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Ainsi décidé en séance, date que dessus.

Pour copie conforme.

Le Bourgmestre,



C E R T I F I C A T .

Il est certifié par la présente que le règlement sur les cimetières de la commune de Ell du 20 décembre 1980 a été affiché publiquement dans toutes les sections de la commune de Ell le 10 janvier 1981.

Ell, le 19 février 1981.

Le Bourgmestre,

